

Das Gutachten des Hohen Rats der Freiwilligen zum Gesetz über die Rechte der Freiwilligen

Am 3. Juli 2005 wurde das Gesetz über die Rechte der Freiwilligen veröffentlicht. 10 Jahre danach evaluiert der Hohe Rat der Freiwilligen das Gesetz.

Nachfolgend ohne Gewähr eine freie Übersetzung der wesentlichen Aspekte. Der Text des offiziellen Gutachtens in Deutsch und Niederländisch sind maßgeblich.

<http://conseilsuperieurvolontaires.belgium.be/docs/avis-2016-10-ans-loi.pdf>

<http://conseilsuperieurvolontaires.belgium.be/docs/advies-2016-10-jaar-wet.pdf>

Teil 1 - Die wesentlichen Aspekte zum Gesetz

1. Definition des Begriffs „Freiwilligenarbeit“

a) Volontariat oder Bénévolat

b) Organisationsformen

Die Problematik in Sachen Unternehmen mit sozialer Zielsetzung Das Gesetz geht nicht ausdrücklich auf die Unternehmen mit sozialer Zielsetzung ein. Sind diese Unternehmen auf Freiwillige angewiesen oder nicht? Diese Frage muss geklärt werden.

Kein Ehrenamt ist nach Definition:

- im Privatleben beispielsweise einem Familienmitglied zu helfen
- Die freiwillige Selbsthilfe: zum Beispiel in einem Verein wie die Anonymen Alkoholikern
- ein Service-Club (zB Rotary, Lions, etc ...)
- Freiwilliges Engagement im Profi – Sport
- Nachbarschaftshilfe

Position Hoher Rat:

Die Situation muss ausdrücklich in einem offiziellen gemeinschaftlichen Dokument vom zuständigen Finanzminister geklärt werden

c) Freiwilligenarbeit im Ausland

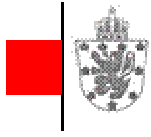
Die belgische Definition von Freiwilligenarbeit ist unterschiedlich zu den Definitionen im Ausland. Das erschwert die Vergleichbarkeit

2. Informationspflicht

- d) Informationen bezüglich „Berufsgeheimnis“
- e) Informationen bezüglich „Entschädigungen“

3. Versicherung und Haftung

- f) die Haftung der nicht-rechtsfähigen Vereinigungen („faktische Vereinigungen“)



4. Freiwilligenarbeit und Arbeitsrecht

Position Hoher Rat:

Analyse durchführen: Welche Verbindungen und Probleme gibt es zwischen der Freiwilligenarbeit und dem Arbeitsrecht?

5. Freiwilligenarbeit und Ausländer

Das Gesetz sieht vor, dass der Zugang zur Freiwilligenarbeit für Ausländer durch königlichen Beschluss geregelt werden soll. Dieser königliche Beschluss wurde nicht ausgeführt-

Der neue Artikel 9, §2 regelt nun die Möglichkeit, Asylsuchende mit Aufenthaltsgenehmigung als Freiwillige anzuerkennen.

6. Entschädigung ehrenamtlicher Arbeit

g) Bezeichnung

Prinzip: Die Freiwilligenarbeit ist gekennzeichnet durch Ehrenamtlichkeit ohne Entschädigung von investierter Zeit

Die Entschädigungen decken die Kosten aber nicht die investierte Zeit

Die Entschädigung ist steuerlich gesehen kein Anwesenheitsgeld

h) Die maximale Vergütung

i) Die Reichweite des Begriffs „Kostenvergütung“

j) Die realen Kosten, festgelegt wie bei der Kostenerstattung des föderalen Personals

k) Entschädigung beim Europäischen Freiwilligendienst

Problem: Die EU-Verordnung Nr. 1288/2013 und von Erasmus ist bindend für alle EU-Staaten. Belgien hat aber andere Regelungen bezüglich Kostenerstattung

l) Die Entschädigung von Verwaltern

Problem: es gibt anscheinend unterschiedliche Interpretationen

m) Kleine Geschenke sind nicht anzurechnen bei der Kostenerstattung

Das muss man ausdrücklich in den gesetzlichen Regelwerken reinschreiben

n) Die Entschädigung für Fahrradfahrten sind nicht indexiert

o) Die Entschädigung und Freiwillige, die sich in einer Entschuldungsphase befinden

Das Prinzip, entweder es wird eine „reale Kostenrückerstattung“ durchgeführt oder eine „pauschale Entschädigung“, muss gestrichen werden

Position Hoher Rat:

Der Hohe Rat fragt Mittel an, um die Organisationen, die mit Ehrenamtlichen arbeiten, zu sensibilisieren bezüglich der Informationspflicht über die Kostenvergütung

7. Entschädigung von zulagenberechtigten Freiwilligen (Vorruhestand und Arbeitslosigkeit)

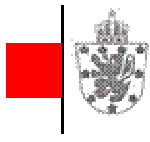
Vor Beginn der ehrenamtliche Tätigkeit muss man zwingend eine Erlaubnis einholen

Position Hoher Rat: Die Verpflichtung zum Einholen der Erlaubnis streichen

8. Freiwilligenarbeit und Asylsuchende und Personen, die eine Aufnahme beantragen

Position Hoher Rat:

Streichung von Art. 21/2 (Kontrolle durch Fedasil)



C. Synthèse des recommandations à la Ministre

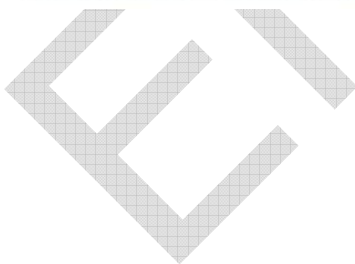
Modifications de la loi :

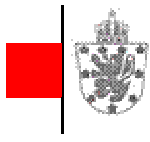
1. Le CSV demande l'abrogation d'une partie de l'article 9/1 concernant l'autorisation ou l'admission au séjour ;
2. Le CSV souhaite que la loi utilise uniquement les mots « défraiement » et « kostenvergoeding » ;
3. Le CSV demande que la législation actuelle concernant les frais réels de déplacement liés à l'utilisation d'une bicyclette personnelle soit adaptée de manière à supprimer la différence avec les employés ;
4. Le CSV demande que l'article 1410, § 2 du code judiciaire soit complété pour que les indemnités de volontariat ne puissent être saisies au profit des créanciers.
5. Le CSV plaide pour la suppression de l'obligation de déclaration des candidats volontaires auprès de l'ONEM, ou, après régionalisation, d'Actiris, du Forem, du ADGB ou du VDAB ;
6. Le CSV recommande la suppression de l'article 21/2 de la loi concernant le rôle de Fedasil.

Interprétations de la loi :

Le CSV demande à la Ministre des Affaires sociales d'élaborer et de partager les interprétations suivantes :

1. Une définition non équivoque du volontariat en Belgique ;
2. Une réponse précise à la question du volontariat dans les sociétés à finalité sociale ;
3. Une définition plus précise des associations de fait et des responsabilités qui incombent à leurs dirigeants et membres ;
4. Une circulaire vers les inspections et administrations quant à la qualification des dépenses effectuées par le volontaire ou l'organisation dans le cadre du volontariat ;
5. Une clarification de l'articulation entre la loi belge et le Règlement européen qui instaure le Service volontaire européen ;
6. Une affirmation claire que les personnes qui accomplissent des tâches d'administrateur volontaire (dans le cadre d'un mandat non rémunéré, et qui respectent les critères définis dans la loi) sont considérées comme des volontaires par toutes les institutions publiques ;
7. Une référence à la réglementation à appliquer en ce qui concerne les cadeaux minimes aux volontaires ;
8. Une clarification des frais réels pouvant être fixés conformément aux indemnités et allocations de toute nature accordées au personnel fédéral, c'est-à-dire une liste des indemnités et allocations admissibles, notamment en ce qui concerne les séjours à l'étranger.

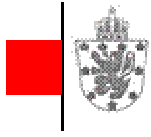




Mesures complémentaires :

Le CSV demande à la Ministre des Affaires sociales de prendre les mesures complémentaires suivantes :

1. Donner les moyens au CSV pour sensibiliser les organisations sur l'étendue de leur obligation d'information quant au respect des règles en matière d'indemnité d'une part, et à l'obligation de discrétion à laquelle le volontaire est soumis et si, dans le cadre des fonctions ou des missions qu'il va exercer, il est soumis à l'article 458 ou 458bis du Code Pénal, d'autre part.
2. Veiller conjointement avec le Ministre de la Justice à ce que la question du volontariat (y compris dans les sociétés à finalité sociale) soit prise en considération lors de l'élaboration de la future classification des sociétés ;
3. Elaborer un dossier argumenté et l'inscrire à l'ordre du jour européen ou conclure des conventions bilatérales, pour éviter que les organisations belges ou leurs volontaires, actifs à l'étranger mais relevant de la loi belge relative aux droits des volontaires, ne soient pénalisés ;
4. Afin de ne faire aucune distinction entre les volontaires en ce qui concerne leurs droits et les mesures qui les protègent, élaborer et mettre en œuvre pour les organisations tombant dans le champ d'application de la loi relative aux droits des volontaires, mais exclues du régime spécifique de la responsabilité, soit un système d'assurance solide et garanti par l'autorité fédérale via un contrat type par exemple, soit une structure similaire aux « bureaux de tarification auto ou catastrophes naturelles » assurant la solidarité des assurés, de manière à permettre au volontaire qui ne peut se prévaloir d'une protection suffisante en matière d'assurance, de ne pas être complètement démuné ;
5. Faire en sorte que les Communes et Provinces (ou Communautés), comme prévu par la loi, dégagent les moyens pour fournir à grande échelle, dans les trois langues nationales, une information claire et correcte aux associations de fait travaillant avec des volontaires, en ce qui concerne les thématiques de la responsabilité et de l'assurance. Le CSV pourrait participer à cette tâche, à condition que les moyens nécessaires soient mis à sa disposition ;
6. Réaffecter les moyens de l'assurance collective 'Loterie nationale' pour financer:
 - une mission d'évaluation de leur utilisation ;
 - une étude de la possibilité de l'extension de l'obligation d'assurance aux accidents corporels des volontaires ;
 - éventuellement (après analyse), l'élaboration et la mise à disposition à coût réduit d'une assurance « administrateurs volontaires ».
7. Mener, en collaboration avec le Ministre de l'Emploi et en concertation avec le CSV, une analyse approfondie de l'applicabilité des différentes parties du droit du travail. Une telle analyse est un préalable nécessaire à toute interprétation ou adaptation de la loi sur ce sujet. Une telle analyse doit également prendre en compte l'impact financier des mesures éventuelles pour les organisations. Le CSV demande à ce que les adaptations réglementaires proposées suite à cette analyse soient rapidement mises en œuvre.
8. Mettre en œuvre les recommandations de son avis sur la création d'un statut distinct appelé jusqu'à présent semi-agoral.



Teil 2 – Ausarbeitung eines Semi-agoralen Statuts

Problematik: ist gibt Dienstleistungen und Aktivitäten, die zwar nicht unter das Gesetz über die Rechte⁴ der freiwilligen fallen aber in der Nähe zum Thema Freiwilligenarbeit anzusiedeln sind. Diese Dienstleistungen befinden sich in einer Grauzone und müssen gesetzlich definiert werden. Beispielsweise

- Katastrophenschutz,
- Feuerwehrleute, Sanitäter, usw.
- Freiwilliges Engagement im Ausland als Freiwilliger oder Zusammenarbeit bei der Entwicklungszusammenarbeit

Kontext

- Es besteht eine Grauzone zwischen regulärer Arbeit und Freiwilligenarbeit, worin sich das bezahlte Engagement in verschiedenen sozialen Profitsektoren befindet und mehr und mehr unter Druck kommen.
- Das soziale und politische Bewusstsein für die gesellschaftliche Bedeutung und den wirtschaftlichen Wert von des sozialen Profit-Sektors steigt.

Position Hoher Rat:

Im Bereich des Semi-Agoralen statuts soll die Besteuerung auf 33% der verschiedenen Einkünfte begrenzt werden.